

La démocratisation du pouvoir local au Paraguay : illusion ou réalité ?

Capucine Boidin

▶ **To cite this version:**

Capucine Boidin. La démocratisation du pouvoir local au Paraguay : illusion ou réalité ?. Cahiers des Amériques Latines, 2004, 46, pp.73-84. halshs-00257489

HAL Id: halshs-00257489
https://shs.hal.science/halshs-00257489

Submitted on 13 Apr 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LA DÉMOCRATISATION DU POUVOIR LOCAL AU PARAGUAY : ILLUSION OU RÉALITÉ ?

CAPUCINE BOIDIN*

CE SOIR, LUXE SUPRÊME DANS UN HAMEAU RURAL de *Misiones* au sud du Paraguay, je suis conviée à dîner du poisson grillé, pêché à *Panchito Lopez* sur les bords du fleuve Paraguay. Une amie m'a invité à parler politique avec son mari, surnommé « Eli ». *Capataz* de *l'estancia* voisine c'est-à-dire contremaître, il accompagne parfois l'*estanciero* qui a l'habitude de lui « offrir » quelques kilos de poissons, tout comme des têtes de bétail et autres avantages en nature[1]. Bien que *colorado* tous les deux, ils ne partagent pas les mêmes allégeances politiques. Paradoxalement, c'est l'*estanciero* qui adhère au populisme du Général Lino Oviedo – paysan devenu commandant en chef de l'Armée de terre qui fit une menace de coup d'Etat en avril 1996 puis en mars 1999 et maîtrisait le courant militariste du parti *colorado*. Le contremaître est quant à lui « *argañista* » – Luis María Argaña était le leader du courant « civil » des *colorado*, avant d'être assassiné alors qu'il était vice-président en mars 1999. Le Général Oviedo surnommé « Lino'o » fut accusé de son assassinat et la justice continue de le poursuivre. Il était incongru de voir un *estanciero* médecin ayant fait ses études en France me montrer une photo d'Oviedo qu'il conservait religieusement dans son portefeuille tandis que son contremaître dénonçait de manière tout à fait lucide le populisme d'Oviedo, qui arrivait à s'attirer des votes en parlant guarani[2] et en s'asseyant par terre autour du feu en mangeant du manioc.

La chute du Général Stroessner en 1989 – une des plus longues dictatures d'Amérique du Sud (35 ans) – de manière surprenante, a rapidement été suivie par la mise en place de la démocratie et du pluralisme politique (1992) ainsi que par la multiplication des courants au sein du parti de l'ex-dictateur, le parti *colorado*. L'enjeu majeur de la transition est la transformation d'un appareil bureaucratico-militaire et prébendier en appareil administratif conjuguée à la démilitarisation des esprits (Fregosi, 1997:359-366). De fait, nombreux sont

* Doctorante associée au CERMA (UMR 8565), ATER à l'Université Lille III (cboidin@hotmail.com).

ceux qui comme cet *estanciero* croient que le Paraguay n'est pas mûr pour la démocratie et qu'il doit préférer un *gran caudillo* militaire comme Lino Oviedo. Pourtant l'observation de la vie quotidienne dans les hameaux laisse penser le contraire. Le pouvoir local vit des changements silencieux mais néanmoins profonds, marqués par certaines contradictions puisque la transition démocratique s'accompagne d'une décentralisation qui ne favorise pas toujours l'élimination de l'autoritarisme (Yore et Galeano, 1994:20) et de crises économiques qui accroissent les liens de dépendance (Goirand, 1998) à moins qu'elles n'incitent à des mobilisations collectives[3]. D'une manière générale, l'espace de liberté des populations rurales qui constituent non moins de 49 % de la population s'est accru et leur permet de mettre en place des tactiques et des stratégies qui ne se déployaient jusqu'ici que sous le manteau (Certeau, 1990).

DE L'*OFICIAL DE COMPAÑIA* AUX *CAUDILLOS DES COMISIONES VECINALES*

Au premier abord, les changements paraissent substantiels, opérant une rupture par rapport à des traditions héritées du XVIII[e] siècle et habilement utilisées par Stroessner. En effet, depuis la fin de l'époque coloniale, les campagnes sont sous l'autorité d'*oficiales* et *sargentos de compañía* (officiers et des sergents de compagnies) qui cumulent des fonctions militaires, policières et judiciaires. Cette institution est due à la militarisation ancienne et profonde de la campagne – en raison de la situation géopolitique particulière du Paraguay comme pays frontière, dont le terme *compañias rurales* qui sert à désigner les hameaux porte la marque puisqu'il est issu du vocabulaire militaire colonial (Velázquez, 1977:50).

L'oficial de compañia était sous Stroessner un relais de la police, qu'il informait de ce qui se passait dans la compagnie. Chargé de demander des autorisations de fêtes, de rassemblements, de courses de chevaux, etc., à la police de la ville et de surveiller le bon déroulement de ces festivités, il devait empêcher et régler les conflits : « Avant l'officier de compagnie était tout, le commissaire du district venait faire une réunion et annonçait aux habitants, *vecinos*, qui allait être l'officier et qui allait être le sergent. Ils n'avaient pas de salaire, *todo ad honorem*. (...) La municipalité lui laissait le contrôle sur le *faenamiento*, le marquage des vaches. (...) Il était chargé d'aider les habitants à résoudre leurs problèmes entre eux, il les faisait parler et s'ils ne s'entendaient pas, ils allaient devant l'autorité du district » (Miguel, *Isla*, 2001, traduit de l'espagnol).

Le remplacement de ce système par une *comisión vecinal* est loin d'être anodin et illusoire. Le président de la *comisión vecinal* est localement élu. Cette commission a un budget et doit rendre des comptes tous les six mois. Elle contrôle des commissions spécialisées dans différents domaines (Église, École, Chemin, Eau courante, Électricité…). Ils doivent faire payer l'impôt et rendre des comptes sur leur activité. Seule continuité avec l'officier de compagnie : la commission nomme un responsable du marquage des animaux. Les rites de réunion de ces commissions suivent le principe du consensus

tacite. Principe qui ordonne également les rites d'interaction d'habitants qui ne seront jamais ouvertement en conflit mais feront toujours bonne figure les uns devant les autres, avec un art consommé qui laisse pantois l'ethnologue peu à peu instruit des multiples rumeurs et dissensions villageoises, jusqu'à ce que la tension soit « résolue » par le départ ou l'homicide. La figure policière et dictatoriale de l'officier de compagnie est donc tombée en désuétude devant la mise en place d'une institution démocratique – la commission des habitants – dont le fonctionnement s'appuie sur des règles locales de sociabilité qui ne sont pas nécessairement antinomiques avec la démocratie tout en lui préexistant.

À partir de là, les différentes commissions sont gérées par des *caudillos* qui ont chacun leurs réseaux extérieurs qui le soutiennent et que lui-même appuie. Une des particularités des hameaux est de disposer de plusieurs « petits » *caudillos* potentiels et de ne pas être sous la coupe d'un unique propriétaire terrien. Le terme de *caudillo* en Amérique latine est généralement réservé à un personnage politique de grande envergure qui émerge dans les conditions historiques très précises des guerres d'indépendance au début du XIX^e^ siècle, marquées par l'anarchie, l'insécurité dans les campagnes et la faiblesse du pouvoir central[4] (Lynch, 1993). Mais au Paraguay, même si Stroessner se faisait appeler *gran caudillo*, il désigne surtout les autorités locales n'ayant pas de visées nationales. Il est significatif que le terme de *caudillo* (et non pas celui de *cacique* par exemple) soit appliqué à des personnalités qui n'ont pas l'envergure de *l'estanciero* propriétaire de milliers d'hectares mais plutôt celle de petits propriétaires (d'une dizaine d'hectares) parce qu'il nous donne une idée du statut que ces petits *caudillos* pensent avoir.

En effet, dans l'histoire économique et sociale de longue durée, les compagnies rurales constituent des terres interstitielles au milieu d'immenses *estancias.* Elles peuvent porter le même nom que les *estancias* au point de se confondre avec elles, semblant ne pas avoir d'existence propre. Pourtant elles ne rassemblent pas seulement, comme on pourrait le penser, des journaliers des *estancias* voisines mais aussi des propriétaires moyens relativement indépendants. Ces derniers correspondent à trois types de personnages vivant dans la compagnie tout en ayant leurs contacts extérieurs : des descendants illégitimes des grands *estancieros*, des contremaîtres venus d'ailleurs ayant pris femme dans le hameau, ou des éléveurs agriculteurs moyens qui ont su se prémunir de la parcellisation de leurs terres au cours des générations. La plupart ont joué un rôle important durant les diverses révolutions libérales et *colorado* du début du siècle et surtout pendant la guerre du chaco (1932-1935). Actuellement leur prestige tient moins aux armes qu'à leur capacité à mobiliser les ressources de leurs réseaux extérieurs (Partis, Église, Organisations paysannes, État) pour assurer l'électrification, la mise en place de l'eau courante, l'amélioration de l'enseignement et l'obtention de terres pour leur communauté.

Autrement dit, la chute de Stroessner a permis aux habitants de se dégager de la figure d'un unique *caudillo* nommé par le parti (l'officier de compagnie) pour retrouver une concurrence entre plusieurs *caudillos* qui doivent rivaliser de dons et d'efficacité pour assurer le vote et l'adhésion de leurs voisins aux différentes organisations qu'ils soutiennent. Clientélisme certes, mais réalisé selon des catégories sociales quotidiennes qui donnent un

pouvoir non négligeable aux habitants. Ces catégories morales de la quotidienneté qui imprègnent les activités politiques (Vidal, 1998) mobilisent trois attitudes rituelles : le « grand » donne *che rayhu haguã*, « pour être passionnément aimé », celui qui reçoit fait mine de rien, offrant un visage non pas obséquieux mais indifférent tout en se soumettant à l'obligation de rendre par son vote ou des services, dont il saura limiter l'ampleur par l'usage du *ñembotavy (ñe-mbo-tavy :* se rendre imbécile pour mieux rouler l'autre). Des rapports de clientèle certes mais que les paysans savent utiliser à leur avantage dans un contexte qui malgré la crise économique permet l'amélioration de leurs conditions de vie.

LA LUMIÈRE, L'EAU ET LEURS *CAUDILLOS* RESPECTIFS

Á *Isla* par exemple, une petite compagnie rurale de 160 habitants située à une dizaine de kilomètres de la ville de la ville la plus proche, Miguel, le *caudillo* du courant *wasmosysta*[5] a permis de faire venir l'électricité. Énième descendant légitime d'une grande famille locale *d'estancieros*, il est aujourd'hui propriétaire d'une dizaine d'hectares après avoir vendu quelques petites parcelles à des voisins sans terre qui s'étaient enrichis par le commerce. Davantage scolarisés que la moyenne, certains de ses enfants vivent aujourd'hui en Italie tandis que sa maison peinte aux couleurs du parti *colorado* tient lieu d'antenne téléphonique, symbole de son rôle d'intermédiaire dans la communauté. Mais il a été supplanté par un autre homme, le dénommé Eli, qui nous a raconté lors d'un entretien autour d'un poisson grillé la façon dont il est devenu *caudillo* à la place de la femme de Miguel qui était considérée comme la véritable détentrice du pouvoir au village… Eli n'est pas propriétaire, il vit sur des terres fiscales tout en étant le contremaître de l'estancia voisine, comme son père qui fut *capataz* et officier de compagnie. Pour devenir *caudillo*, il a dû à la fois se faire reconnaître comme tel par les habitants du village et par les chefs régionaux du parti *colorado*. Il raconte son parcours comme étant une véritable odyssée en défense de la cour d'école, que la *caudilla* et la directrice auraient voulu diminuer de moitié pour se l'approprier en douce. Puis, il a géré – selon ses dires – l'arrivée de l'électricité au village et fait venir l'eau courante grâce à la fondation du président González Macchi (1999-2003). Pour asseoir son autorité, il s'est appuyé sur le réseau de la clientèle la plus pauvre du village, celle qui se trouve sans terres ni animaux et habite le quartier de la *chacarita*, ainsi nommé par référence au bidonville du même nom de la capitale. Distribuant gratuitement l'électricité pendant que sa femme, elle-même issue de la catégorie défavorisée des *pobladores* — littéralement colons, familles qui ont installé leur maison sur les terres d'un parent en échange de services et parfois de rapports de métayage – fait office de *curandera*.

Isla, ce hameau qui ne dépasse pas les 200 habitants, dont 20 % de la parentèle est installée en Argentine, a donc certaines des commodités de Buenos Aires et d'Asunción, capitales que tous connaissent pour y travailler temporairement, mais que la crise économique argentine a fait revenir au village en masse. Un retour qui coïncide avec leur mobilisation collective pour

obtenir d'avantage de terres autour d'un nouveau couple de leaders. Les habitants ne parlent pas d'eux en tant que *caudillos* comme ils le faisaient pour les deux précédents. En effet, le terme et ses connotations négatives tendent à disparaître du vocabulaire quotidien, même si les procédés par lesquels il est effectivement devenu une autorité dans le village demeurent les mêmes.

DES CAUDILLOS AUX LEADERS DE PAYSANS SANS TERRE

La terre et son leader

Rafael est propriétaire d'environ cinq hectares qu'il tient de son père, lequel avait réussi à en acheter une dizaine. Il a quelques animaux et vit confortablement grâce à la pluriactivité qu'il s'est ingénié à mettre en place (de coiffeur à vendeur de miel en passant par la tonte des moutons, l'élevage d'un petit troupeau de bétail et des travaux ponctuels dans les *estancias*…). Rafael vit à la lisière de la *chacarita*, qu'il va savoir mobiliser en partie grâce au travail pastoral de sa femme qui est connectée au réseau formé par la paroisse de San Ignacio, laquelle est tenue par les jésuites, héritiers des Ligues Agraires des années soixante[6], qui ont mis sur pied une organisation de soutien aux paysans, la *pastoral social*. Pendant ce temps, Rafael s'insère dans le réseau d'une organisation paysanne a-confessionnelle, suite à la création, en 2001 d'un nouvel *asentamiento,* c'est-à-dire d'une colonie, à moins d'un kilomètre d'*Isla*. Ainsi que l'ont exprimé de nombreux habitants d'*Isla* : « ce nouvel *asentamiento* a réveillé les gens » par leurs histoires de luttes et leur connaissance des organisations paysannes et des processus d'obtention de terres.

C'est ainsi que le 15 mai 2001, une commission se forme avec Rafael pour président. Les dirigeants de l'organisation paysanne OCM[7] viennent donner des *charlas*, des conférences, qui constituent un moment vécu dans l'effervescence et la prise de conscience. S'ils invoquent leur pauvreté et leurs nécessités comme motivation première de leur action, ils expliquent également que s'ils migrent en ville, ils se coucheront et se réveilleront dans la rue en travaillant comme vendeurs ambulants. Il ne faut pas sous-estimer la révolution mentale que cela suppose, par exemple pour Julio, de dire que le travail de la terre vaut quelque chose : « [...] La production vient toujours de la campagne. Cette pastèque vient de la campagne. Parce que la capitale ne produit rien, ils ne font que recevoir au marché central et ils redistribuent à leur tour dans toute la République. Et nous, on a regardé ce que cela veut dire, il y a en a qui disent que ce n'est pas agréable la campagne, qu'est ce qu'on va faire ? disent-ils, mais ceux-là ne savent pas en fait. Parce que dans les champs on produit énormément de choses. Quand on a la forme principale, la terre. Ça, c'est le principal parce que quand tu as la terre, tu as beaucoup de choses, et c'est pour cela qu'on lutte, c'est la seule sortie qu'on ait, s'assembler et s'organiser et on verra si on ne peut pas conquérir un morceau de terre. Et c'est de cela qu'on vivra, parce que maintenant, il n'y a pas de travail, en ville qu'est ce qu'on irait y faire ? On va en ville, si on y va, on vivra de nous comme des vendeurs ambulants, on se couchera et on se réveillera dans la rue » (Julio, *Isla*, 2001, traduit du guarani).

Sa femme l'exprime autrement en soulignant son désir de déménager : *avase che*, son idée est que le fait de partir apporte une solution : « Je dois partir d'ici, je dois aller là-bas parce que je veux y aller. Je veux déménager. Ça c'est mon but [mon *para qué*]. Je dois y aller, n'est-ce pas, je dois partir d'ici. Ce jour-là, il y aura une solution. C'est comme cela tout simplement mon calcul, je me suis entichée de là-bas, ce qui sera le mieux, ce que je ferai quand je déménagerai. » (Julia, *Isla*, 2001, traduit du guarani)

Lutter pour une terre à *Isla* est une façon de déménager tout en restant sur place. Le désir et la ferme détermination qu'ils expriment dans tous les entretiens dérivent probablement de cette situation particulière. Ils sont d'ailleurs conscients que par rapport à d'autres collectifs de paysans sans terres, ils ont l'avantage de tous provenir du même endroit et de pouvoir vivre cette lutte comme un moyen de renforcer leur communauté. En effet, dans la plupart des cas, la lutte signifie un affaiblissement de la communauté de départ, un déracinement pour ceux qui partent et une recherche de cohésion qui n'est pas toujours facile à trouver avec des « inconnus ». À partir de ces réunions, ils ont commencé à faire des démarches et ont vérifié que le propriétaire n'avait pas payé ses impôts fonciers, ce qui était tout à fait favorable pour eux. C'est alors qu'ils ont décidé « d'entrer » dans la propriété pour forcer le « supposé propriétaire » à montrer ses papiers. Ils ne parlent jamais d'invasion de la propriété privée pour qualifier leur action mais « d'entrer » et de *karpa*, de tente, par métonymie, réservant l'expression invasion lorsque la police entre sur leurs propriétés. Il est passionnant de suivre dans ces entretiens la façon dont ils commencent à utiliser les failles du système de propriété paraguayen à leur avantage alors qu'elles les pénalisaient plutôt auparavant, tout en découvrant progressivement toutes les institutions et ONG qui peuvent les soutenir et les défendre.

Le processus d'occupation : *la karpa*

Lors de leurs réunions le fils du contremaître du propriétaire, venait participer et écouter. C'est ainsi que ce dernier apprit l'imminence de leur action et que la police vint les observer. Malgré cela, « les gens ne restaient plus assis, même ainsi, ils allaient entrer ». La veille de leur action, une femme procureur vint trouver Aurelia pour lui conseiller de ne pas entrer. Dans son récit, s'opposent deux postures : s'asseoir et regarder passer les autres ou se lever et entrer : « Le procureur est venu. Il est venu ici, il a dit à Rafael de ne pas entrer parce que cette terre a ses titres de propriété et que lui, il n'en a pas besoin : pourquoi veut-il entrer alors qu'il a déjà beaucoup de terres… En fait, Rafael ne lui a pas parlé. C'est moi qui ai parlé parce que le procureur est venu tard dans la nuit, et d'abord je lui ai demandé combien on l'avait payé pour venir de nuit chez moi, parce que c'est en dehors des horaires de bureau. Et il a dit qu'il nous faisait une faveur en nous prévenant de ne pas entrer. Et je lui ai dit : « mais moi pourquoi j'irais te dire d'entrer ou de ne pas entrer, lui ai-je dit, maintenant si nous entrons demain, nous nous rencontrerons » lui ai-je dit. Et ensuite je me suis assise, moi cette nuit-là, j'ai dit à Rafael de ne pas entrer [...]. Et j'ai insisté auprès de Rafael pour qu'on n'y aille pas. « Non, m'a dit Rafael, tout est déjà décidé pour entrer et on doit entrer. Moi j'entrerai si toi tu ne veux pas entrer ». « Moi je n'entrerai pas » lui ai-je dit. Ensuite à quatre heures du matin, il s'est

levé, s'est douché pour y aller et je lui ai dit qu'ils entrent le samedi [au lieu du vendredi]. Mais à quatre heures du matin, ils ont tiré le fusil et j'ai dit à Rafael : « je n'entrerai pas, n'entrons pas, allons former notre tente dans notre cour ». Et il m'a dit : « non, entrons ». Et ensuite je me suis complètement assise, je n'allais pas entrer. Lui, il s'est levé et les gens arrivaient, avec leur araire sur le dos, leur matelas, leur lit, leur sac, comme ça en ligne, il y en avait beaucoup. Lisa est venue avec ses enfants [...], et je regardais passer les gens de ce côté-là. Et là j'ai pleuré, ils marchaient ensemble et je me suis dit que s'ils venaient, on serait nombreux à être menacés. Et je me décourageais. Pilar est venue me dire : « vas-y, vas-y, pourquoi aurais-tu peur, vas-y. Pilar était enceinte jusqu'au cou et ne pouvait pas y aller. Alors j'ai pris mon petit thermos, je l'ai rempli d'eau et je n'ai même pas fermé ma porte. J'y suis allée, je suis sortie tout droit. Et ensuite on est entré par ce portail et quand on l'a atteint, il [le dirigeant] a tiré 3 bombes, il a tiré. » (Aurelia, *Isla*, 2001, traduit du guarani).

Un dialogue s'engage à ce moment-là entre les policiers et les dirigeants, dialogue qui met en scène la ruse des dirigeants paysans : « Ils [les policiers] nous ferment le portail et le dirigeant lui dit : « retire-toi un petit peu camarade ». Et il lui a dit : « toi, quelle profession as-tu pour venir me donner des ordres ici » lui a dit le policier. Et il lui a dit : « toi aussi ». Le dirigeant a ri de lui et lui a dit : « tu es le propriétaire ou quoi ici ? » il a dit à la police. Et la police lui a dit : « vous faites une invasion de propriété privée ». Et le dirigeant lui a dit à son tour : « nous ne faisons pas d'invasion de propriété privée parce que si nous faisions une invasion, on découperait le barbelé. Or nous sommes entrés par le portail. Nous ne faisons pas d'invasion privée. À part cela, la terre n'a pas de titre de propriété. C'est pour le montrer qu'on est venus ici, on est rentrés… s'il y a un titre, le patron se présentera avec très rapidement » lui a-t-il dit. Les policiers se sont retirés. « Retirez-vous tranquillement camarades, nous allons nous installer ici. Et ensuite on est entrés, on a installé notre tente. » (Aurelia, *Isla*, 2001, traduit du guarani).

Ils se sont installés et pendant quinze jours, ce fut le bonheur nous raconte China, qui a participé avec enthousiasme, à la *karpa*, accompagnée de ses fils. C'est celle qui en parle avec le plus de passion : « Moi, il n'y a pas un moment ni un jour que je n'ai passé dans la joie qu'il y eût. Du moment où je suis partie d'ici, j'ai été heureuse. Je suis partie de ma maison quand j'étais malade. J'ai dit : « j'étais malade ici ». J'ai dit : « vaincre ou mourir », et je suis morte, c'est-à-dire que je suis revenue, je suis revenue dans ma maison. J'y suis allée en suivant mes fils, mon petit mari aussi, et la dernière fois, il ne nous est rien arrivé. Personne n'est mort, mais on a eu des problèmes, nous avons tous été poursuivis, ils m'ont poursuivie eux. Ça a été ça le problème [...] » (China, *Isla*, 2001, traduit du guarani).

En effet, assez rapidement, au bout d'une dizaine de jours, la menace d'un délogement violent se fait sentir, malgré les propos apaisants du chef de police. Le jour J, pour encercler la *karpa,* la police doit passer par la propriété d'Aurelia qui réussit à les faire reculer en les accusant d'avoir été les premiers à faire une invasion de propriété privée en entrant chez elle sans sa permission. Dans son récit, Aurelia alterne les épisodes qui mettent en relief sa bravoure dans ses interactions avec la police et les moments de peur

et presque de prostration dont elle est tirée par ses amies, parents et filleuls. Si dans les années 1980, ce sont souvent des femmes qui amorcent la mobilisation paysanne (Fregosi, 1997:171), ce sont actuellement des couples qui agissent, chacun mobilisant respectivement leurs réseaux d'entraide et liens de dépendance masculins et féminins.

Le campement est rapidement encerclé, la police leur donne un quart d'heure pour se retirer. Un conciliabule se tient sous la tente, la plupart veulent sortir, mais certains sont décidés à rester coûte que coûte. Ceux qui voulaient sortir ont à peine eu le temps de le décider qu'une petite maison brûle déjà et qu'ils commencent à tirer. Plusieurs sont blessés et faits prisonniers par les policiers qui sont désignés comme « casques bleus » (sic). Aucun hôpital de San Ignacio ne soigne les prisonniers, se conformant aux ordres du procureur, et ils sont finalement pris en charge à San Juan de manière officieuse (manière pour la police de ne pas laisser de trace écrite de ses violences). En revanche les prisonniers sont unanimes pour témoigner des bons traitements qui leur ont été prodigués à la prison : « [...] J'ai vécu dans la tranquillité, je voulais manger comme ça et je mangeais cette nourriture. J'étais grosse quand je suis revenue, mais moi aussi je ne me donnais pas à eux, ils me disaient quoi que ce soit et je les faisais taire, il me suffisait de lever le bras pour qu'ils se taisent. Pourquoi cela ? Parce que je dois avoir un je-ne-sais-quoi, un caractère d'homme je dois avoir. C'est ce que je dis, que je dise ce que je dis au chef, je le fais taire. Mais je n'ai pas peur d'eux. » (China, *Isla*, 2001, traduit du guarani). Dans les jours qui ont suivi le délogement, et pendant l'emprisonnement de son mari Rafael, Aurelia a cherché des appuis autour d'elle, apprenant à se repérer dans le labyrinthe des organisations non gouvernementales, laïques et religieuses.

Le labyrinthe des organisations non gouvernementales

Au cours de ses pérégrinations, Aurelia s'est rendu compte que la pastorale sociale de San Ignacio aurait pu les aider davantage s'ils avaient eu recours à eux plus tôt. Comme leur organisation paysanne était aconfessionnelle et plutôt anticléricale, ils n'ont pas « eu l'idée » de faire appel à eux, comme le dit Aurelia. Elle s'est parallèlement rendue à Asunción pour trouver appui auprès des *Derechos Humanos*… où on lui apprit qu'une antenne locale existait à San Ignacio et que la *Pastoral social*, les pères et « Monseigneur » en faisaient partie. Elle s'est également rendue auprès du Vice ministre de l'agriculture, du président de l'IBR (Instituto de Bienestar Rural) et du Ministre de l'Intérieur. Elle a découvert que le recensement des paysans sans terre qu'ils avaient réalisé eux-mêmes n'était pas valide et qu'un secrétaire officiel de l'IBR devait se déplacer en personne. Elle a été très meurtrie en constatant qu'aucune de ces personnalités publiques n'était au courant de leur cas… Mais après sa visite, les différentes institutions se sont rapidement mobilisées pour faire sortir les prisonniers en conditionnelle et pour mettre en place une demande officielle de terre par l'IBR.

Le dossier envoyé au président de l'IBR, daté du 14 novembre 2001, intègre une lettre de la MCNOC, l'acte officiel de création de la « Comición vecinal de sin tierra », mais aussi une lettre de la Paroisse de San Ignacio et une recommandation de l'*Intendente municipal* (co-signée par l'OCM et Rafael, président de la commission locale) spécifiant que la colonie sera un

modèle de développement durable. Des lettres qui prouvent qu'ils ont su créer un collectif tout en mobilisant les différentes autorités susceptibles d'influencer leur situation. De fait, après ces événements, le propriétaire était disposé à vendre. Dans tous les cas, China, de son côté était prête en 2001 à recommencer l'expérience de la *karpa* :

« Et s'ils entrent de nouveau ce sera comme ça, je devrais entrer de nouveau. Cela m'excite [rend la tête chaude], j'entrerai à nouveau.

— Pourquoi cela t'excite ?

— Et je le désire, je désire, parce que j'ai déjà beaucoup lutté, j'ai un désir, quand j'aurai des animaux, poule, cochon, je serai très fière de mes animaux sur mon lot de terre. Je ne faiblirai pas, et ne devrai pas faiblir. Il se peut que quand Notre Seigneur voudra m'emporter je serai affaiblie, mais en attendant, je vivrai encore dans plein d'endroits. C'est bon, c'est bon de vivre comme cela.

— Quelque part ?

— C'est très bon, dans plein d'endroits encore je vivrai. Tu verras avec le temps, tu reviendras, notre lot va sortir maintenant, tu verras ce que j'aurai, sur mon lot, si Dieu et la Vierge le veulent, je dis. Ça, c'est ma mission. » (China, *Isla*, 2001, traduit du guarani)

China n'a pas eu à réitérer l'expérience. Les habitants ont réussi à obtenir la vente de la propriété en question et cultivent aujourd'hui leurs nouvelles terres. L'avenir idéal est imaginé comme une succession de lieux de vie sur des lots peuplés d'animaux et qui ne se limitent pas nécessairement aux frontières de la compagnie rurale elle-même. Cet horizon mobilisateur – qui a de profondes racines dans leurs conceptions particulières de l'espace-temps (qu'il n'est pas possible de détailler ici) – trouve à s'exprimer dans un contexte démocratique qui n'engendre pas tant des changements qu'il ne libère des potentialités déjà inscrites dans l'histoire et les règles de sociabilité locales.

La mise en place de la démocratie a finalement entraîné la suppression de l'institution pluriséculaire de *l'oficial* de compagnie et la création de *comisiones vecinales* – qui fonctionnent sur le principe du consensus tacite – sans effacer le système du clientélisme, qui s'est au contraire intensifié sous l'effet de la concurrence rendue possible entre les différents *caudillos* potentiels. C'est ainsi que l'espace de liberté individuel des habitants s'est accru, qui peuvent sous couvert d'une apparente indifférence et de la technique du *ñembotavy*, limiter l'ampleur des liens de dépendance ainsi créés et les orienter pour améliorer leurs conditions de vie malgré un contexte économique défavorable. Mais le changement le plus important réside surtout dans la possibilité de s'organiser collectivement pour revendiquer leur droit à une propriété minimale. Ce sont finalement autant *l'estanciero* ovidiste que le *capataz* argañiste qui se sont faits distancer par l'émergence de ce collectif disposé à lutter plutôt qu'à manipuler – en se faisant soi-même manipuler – des réseaux d'influence extérieurs pour obtenir l'accès à une propriété privée.

Notes

1 Traditionnellement, un contremaître, un *capataz* gagne le double d'un journalier *peon*. De plus, un pour cent des veaux nouveaux nés lui revient. A chaque *asado*, grillade, le cuir, la tête et les côtelettes sont mises de côté pour lui. En été, lorsque *l'estanciero* achète 150 kg de poisson, il lui donne 10 kg. En 2000, Eli possédait 30 têtes avec sa marque de bétail.

2 Au Paraguay, depuis 1992, le guarani est langue officielle aux côtés de l'espagnol. Le guarani est parlé par plus de 90 % de la population qui ne compte cependant que 2 % « d'Indiens ». Cas original au sein de l'Amérique latine, c'est une langue parlé par des métis. C'est pourquoi il est effectivement difficile pour un homme politique de se concilier les votes populaires sans faire appel à des discours en guarani *jopara* (c'est-à-dire en guarani mélangé à l'espagnol. Pour une analyse du guarani *jopara* et des sens du mot *jopara*, *cf.* Boidin, 2004).

3 Nous nous appuyons sur un travail de terrain mené de 1999 à 2001 dans la région de Misiones située dans le sud du Pays dans le cadre d'une thèse de doctorat en sociologie. Les noms des hameaux et des habitants ont été modifiés.

4 Á l'époque coloniale, le mot *caudillo* n'avait pas de résonance politique et n'était pas très usité. Parfois les fonctionnaires royaux l'employaient pour désigner la tête d'une rébellion (Lynch, 1993:18). Pendant les guerres d'indépendance, il acquiert un sens plus spécifique que chef et moins concret que celui de président. Son autorité et sa légitimité ne dépendaient pas de constitutions mais étaient « représentées par sa propre personne ». Il avait trois traits caractéristiques: une base économique (la propriété des terres et le contrôle sur les ressources locales), une implantation sociale et un projet politique. Il avait une histoire remplie d'exploits derrière lui, il cherchait à obtenir pouvoir et richesse par les armes. Il était chargé de remplir les vides du pouvoir, lors des désordres de l'État, faisant du personnalisme et de la violence sa loi. Si les militaires pouvaient se transformer en *caudillo* et vice versa il ne faut pas les confondre. Le *caudillo* était surtout celui qui se constituait une clientèle. Les relations patron client étaient informelles et personnalisées, fondées sur l'échange inégal de service et de loyauté et elles suivaient le schéma propriétaire terrien/paysan (*ibid.* : 18-20). Autrement dit, Le caudillisme (transformation d'un chef régional en chef national) naît d'une combinaison de conditions et d'événements et ne peut s'expliquer en termes de valeurs culturelles, d'héritage espagnol ou de caractère national. C'est un dirigeant personnaliste qui accumule fonctions et pouvoir, répondant à des intérêts particuliers.

5 L'ingénieur Juan Carlos Wasmosy fut président de 1993-1998 et fut le premier civil élu à cette fonction après 1989. Il est inculpé pour corruption et vient d'être absoud par la Corte de Apelaciones mercredi 29 septembre 2004.

6 Les ligues agraires chrétiennes furent créées au début des années soixante dans les campagnes sous l'influence de syndicalistes urbains d'orientation social-chrétienne, des Jeunesses Ouvrières Chrétiennes, et d'agents pastoraux (surtout des franciscains et des jésuites). A la fin des années 1960 le mouvement comptait environ 10 000 membres répartis dans l'ensemble du pays. (Carter, 1991:83). Le mouvement appuyait des initiatives communautaires (champs, greniers, magasins et commercialisation en commun), l'entraide et l'alphabétisation en guaraní. Les ligues débouchaient souvent sur la création de *nouveaux* villages, « colonies », dans des régions éloignées de celles des origines.

7 *Organización Campesina de Misiones* appartenant à la M.C.N.O.C. (*Mesa Coordinadora Nacional de Organizaciones Campesinas*). Un entretien réalisé avec un dirigeant m'a permis d'apprendre que l'OCM s'est organisée à San Ignacio après 1989 à partir des anciens compagnons des *Ligas Agrarias*.

Bibliographie

Boidin C., 2004, *Guerre et métissage au Paraguay: deux compagnies rurales de Misiones (2001-1767)*, Thèse de doctorat, Paris X Nanterre, 687 p.

Carter M., 1991, *El papel de la iglesia en la caida de Stroessner*, Asunción, RP ediciones, 168 p.

Certeau M. de, 1990, *L'invention du quotidien, vol.1, Arts de faire*, Paris, Folio.

Fregosi R., 1997, *Le Paraguay au XX^E SIECLE, Naissance d'une démocratie*, Paris, L'Harmattan, 399 p.

Goirand C., 1998, « Clientélisme et politisation populaire à Rio de Janeiro », dans Briquet J.-L. et Sawicki Frédéric, *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, PUF, pp. 111-144.

Lynch J., 1993, *Caudillos en Hispanoamérica, 1800-1850,* Madrid, Mapfre, 569 p.

Velázquez R. E., 1976, « La sociedad paraguaya en la época de la independencia », dans *Revista Paraguaya de Sociología,* Asunción, CPES (*Centro Paraguayo de Estudios Sociológicos*), vol. 13, n° 35, pp. 157-169.

Vidal D., 1998, *La politique au quartier. Rapports sociaux et citoyenneté à Recife*, Paris, Éditions de la Maison des sciences et de l'homme.

Yore M. y Galeano L. A., 1994, *Poder local y campesinos*, CPES, 193 p.

RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

Au Paraguay, la transition démocratique a pour principal enjeu la démilitarisation des institutions, qui s'opère au niveau le plus local, celui des hameaux, grâce au remplacement de l'institution pluriséculaire de *l'oficial* de *compañía* par des *comisiones vecinales*. Un objectif semble atteint, qui ravive cependant la concurrence entre les caudillo et le clientélisme par rapport auquel les habitants parviennent néanmoins à conforter leur marge de manœuvre, à limiter l'ampleur des liens de dépendance et à les orienter pour améliorer leurs conditions de vie, et ce, malgré un contexte économique défavorable. Le changement réel le plus important réside surtout dans la possibilité de s'organiser collectivement pour revendiquer un accès individuel à la terre.

***

En Paraguay, el reto principal de la transición democrática es la desmilitarización de las instituciones. En las aldeas rurales, que reunen el 49 % de la población, se realiza mediante la desaparición del oficial de compañía y la puesta en marcha de las comisiones vecinales. Ahora bien, este proceso intensifica el clientelismo y la competencia entre los pequeños caudillos pertenecientes a las aldeas. Los vecinos consiguen sin embargo controlar y orientarlos hacia el desarrollo de su bienestar en sus comunidades, a pesar de un contexto economico desfavorable. El cambio real más significativo es sobre todo la posibilidad para ellos de organizarse en grupos para reivindicar su derecho individual a la tierra.

***

In Paraguay, the aim of the democratic transition is overall the desmilitarization. At the most local level, in rural areas, where 49 % of the poblation lives, the oficial de compañía *is desapearing and* comisiones vecinales *take their place. But this process also develop the competition between local caudillos. Inhabitants manage to limit their power and to use them in order to get better comodities, despite of a bad economic context. The most real and interesting change comes from the posibility they now have to organize them in a collective maner in order to clame their right to individual properties and means of life.*

Mots-clés : Transition démocratique, démilitarisation, institutions locales, clientélisme, accès à la terre, Paraguay.

Palabras claves : Transicion democrática, desmilitarización, instituciones locales, clientelismo, acceso a la tierra, Paraguay.

Keywords : Democratic transition, demilitarization, local institutions, votecatching, access to the land, Paraguay.



MEETING POLITIQUE À ASUNCION EN 1993.